

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/MA/62
1^{er} juin 1999

(99-2218)

Comité de l'accès aux marchés

RAPPORT PÉRIODIQUE DU COMITÉ AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

Depuis le dernier rapport périodique au Conseil du commerce des marchandises (document G/MA/61, daté du 23 mars 1999), le Comité de l'accès aux marchés a tenu une réunion formelle, le 31 mai 1999. Le compte rendu de cette réunion sera distribué sous la cote G/MA/M/18.

À cette réunion, le Comité a examiné les questions suivantes: "Diffusion de la base de données intégrée", "Rapport périodique au Conseil du commerce des marchandises" et "Élection du Président".

En ce qui concerne la "diffusion de la base de données intégrée (BDI)", le Comité a examiné le document G/MA/IDB/W/4. Conformément à ce que le Comité avait décidé à sa réunion du 27 novembre 1998, le Président a tenu quatre consultations informelles ouvertes à tous dans le cadre du Comité (les 23 février, 10 mars, 5 mai et 21 mai 1999) pour traiter la question du fonctionnement et des modalités de la BDI, et notamment des communications qui lui sont destinées et de la diffusion des informations qu'elle contient. Au cours de ces consultations, le Comité a été informé de la situation pour ce qui est des communications destinées à la BDI et des demandes d'assistance technique. Les Membres ont jugé encourageants la tendance enregistrée en ce qui concerne les communications et le nombre de demandes d'assistance technique, à la fois informelles et formelles. Pendant les consultations, le Comité a également engagé de nouvelles discussions sur la diffusion de la BDI. Ces discussions ont constitué la base d'un accord sur des lignes directrices concernant la diffusion de la BDI, lesquelles figurent dans le document G/MA/IDB/W/4. Celui-ci a été adopté par le Comité à cette réunion et republié sous la cote G/MA/IDB/3 (voir ci-joint).

Au titre des "Autres questions", le Comité a pris note des renseignements communiqués par le Secrétariat au sujet de l'avancement du projet de base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC). Il a été informé de ce que, grâce à l'appui du Royaume Uni, le Secrétariat avait obtenu les fonds nécessaires au titre de la coopération technique pour élaborer la base de données sur les listes des pays en développement Membres. En outre, il a été informé de ce qu'une lettre avait été adressée aux pays développés Membres au sujet de l'élaboration de leurs communications destinées à la base de données LTC à l'aide du format électronique mis au point par le Secrétariat.

Le Comité a adopté son rapport périodique au Conseil du commerce des marchandises.

Le Comité a élu M. Pedro Miguel da Costa E Silva (Brésil) à la présidence.

ANNEXE

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/MA/IDB/3

1^{er} juin 1999

(99-2202)

Comité de l'accès aux marchés

DIFFUSION DE LA BASE DE DONNÉES INTÉGRÉE

Le présent document décrit la politique de diffusion de la Base de données intégrée (BDI) à l'intention des utilisateurs de la BDI.

A. MÉTHODES DE DIFFUSION

Méthodes de diffusion

1. Une fois que les communications destinées à la BDI ont été traitées par le Secrétariat, les informations peuvent être diffusées comme copies de fichiers au niveau des lignes tarifaires (en format MS Access ou en format de texte) ou au moyen du CD-ROM de la base de données intégrée. Celui-ci permet à l'utilisateur de visualiser et d'imprimer les informations au niveau des lignes tarifaires ou au niveau des résumés. Il n'est cependant pas possible de transférer du CD-ROM les informations qui y sont stockées en format électronique pour les utiliser avec d'autres logiciels pour ordinateur personnel. Le CD-ROM de la BDI est le principal moyen de diffusion pour les Membres et les organisations internationales. Avant l'établissement de la BDI sur PC, les copies de fichiers étaient communiquées uniquement à la demande des Membres, et des organisations internationales avec lesquelles l'OMC avait conclu un accord de coopération officiel, ainsi qu'aux organisations internationales qui avaient reçu une autorisation écrite des Membres. La fonction de transfert de fichiers *via* Internet permettra aux utilisateurs de la BDI de transférer les fichiers de la BDI sur leurs PC par le biais d'Internet. Le Secrétariat a par ailleurs entrepris des travaux sur la base de données de diffusion de la BDI, à laquelle les utilisateurs autorisés auront accès au moyen d'un logiciel d'établissement de rapports mis au point à l'aide de la technologie Internet. Le logiciel d'établissement de rapports offrira des fonctions analogues à celles que comporte le CD-ROM de la BDI, ainsi que des fonctions permettant l'extraction des données.

Fonction de transfert de fichiers *via* Internet

2. Le projet relatif à la BDI sur PC prévoit la mise en place d'un site Internet protégé par un mot de passe pour la diffusion des fichiers. Ce mécanisme est opérationnel bien que les Membres n'y aient pas encore accès. Les utilisateurs pourront accéder au site au moyen d'un logiciel de navigation Internet en introduisant l'adresse du site et leur code d'identification et mot de passe (désigné ci-après "mot de passe"). Les mots de passe seront gérés par le Secrétariat.

3. Le site se compose de quatre domaines, l'accès à chacun d'eux étant assuré par des mots de passe. Le premier domaine, le domaine "production", serait accessible à tous les utilisateurs autorisés. La liste de ces utilisateurs serait établie conformément à la politique de diffusion convenue par les Membres (voir la section D - Politique de diffusion). Une fois que les communications destinées à la BDI auraient été traitées par le Secrétariat et approuvées par les Membres, elles seraient envoyées à ce domaine d'où les utilisateurs autorisés pourraient en transférer les fichiers à leurs PC au moyen d'un navigateur Internet. Le second domaine contiendrait les "répertoires privés" des Membres et pays ou territoires accédants. Ces répertoires seraient accessibles uniquement aux pays concernés et au Secrétariat. Ils seraient utilisés pour transmettre au Secrétariat les communications destinées à la BDI et pour recevoir les fichiers envoyés par le Secrétariat. Le troisième domaine serait un domaine "provisoire" qui contiendrait les fichiers traités qui n'ont pas encore été approuvés par les Membres (voir la section B pour plus de renseignements). Le quatrième domaine contiendrait un tableau d'affichage électronique où les Membres pourraient insérer des références à des sources publiques d'informations tarifaires et commerciales (voir la section E pour plus de renseignements).
4. L'adresse du site Internet et les mots de passe seraient communiqués aux Membres par le Secrétariat, par l'intermédiaire des chefs de délégation à Genève. Le Secrétariat contrôlerait rigoureusement l'attribution des mots de passe aux délégations. Chaque Membre aurait son propre mot de passe et il serait possible d'établir, sur demande, plusieurs mots de passe pour un Membre donné. Les mots de passe seraient modifiés périodiquement. Le site Internet serait aussi doté d'un journal permettant de savoir quels fichiers ont été téléchargés par les utilisateurs. Par ailleurs, les informations seraient automatiquement encodées et décodées durant l'opération de transfert.
5. Une fois les fichiers de la BDI envoyés au domaine "production", le Secrétariat ne pourrait plus en empêcher la communication à des parties non autorisées, quelles que soient les mesures de sécurité adoptées pour l'éviter. Il appartiendrait alors aux Membres d'informer le Secrétariat des modifications à apporter aux mots de passe pour assurer le respect de la politique de la diffusion de la BDI. Les droits d'accès au site Internet pourraient être annulés à tout moment par la suppression du mot de passe de la liste des utilisateurs autorisés.

CD-ROM de la BDI

6. Le CD-ROM de la BDI, dans sa version actuelle, a été mis au point lorsque la BDI était encore implantée dans l'ordinateur central. Il sera désormais alimenté par la BDI sur PC. Le CD-ROM de la BDI contient les données tarifaires et les statistiques d'importation des pays déclarants, ainsi qu'une application pour l'analyse. L'application comporte des fonctions permettant de sélectionner les produits sur la base de critères tarifaires et commerciaux et d'établir sept types de rapports. Les fichiers du CD-ROM sont enregistrés sous une forme binaire qui ne peut être exploitée que par l'application du CD-ROM. La version actuelle du logiciel d'analyse du CD-ROM ne permet pas de transférer de ce dernier les informations qui y sont stockées en format électronique pour les utiliser avec d'autres logiciels pour ordinateur personnel. Les informations ne peuvent être visualisées ou imprimées que séparément par page-écran.

Base de données de diffusion de la BDI

7. Le Secrétariat a commencé les travaux sur la base de données de diffusion de la BDI, qui seraient axés sur l'établissement de rapports. Il est prévu de mettre cette base de données à la disposition des utilisateurs par le biais d'un logiciel d'établissement de rapports mis au point à l'aide de la technologie Internet. Les fichiers traités de la BDI seraient transférés des

différentes bases de données de type MS Access (une base de données pour chaque pays déclarant) dans la base de données de diffusion, où seraient stockées les données de tous les pays déclarants. Le logiciel d'établissement de rapports par le biais d'Internet comporterait des fonctions permettant à l'utilisateur de définir et de soumettre une interrogation et de récupérer les résultats. Comme dans le cas de la fonction de transfert de fichiers de la BDI, l'accès à la base de données de diffusion serait protégé par un mot de passe et les données seraient encodées durant le transfert. Le logiciel comporterait des fonctions analogues à celles que contient actuellement le CD-ROM de la BDI, ainsi que des améliorations permettant d'offrir une plus grande souplesse pour la sélection des données et l'établissement des rapports. Des fonctions permettant d'extraire les informations de la BDI et de les utiliser avec d'autres logiciels pour ordinateur personnel, au niveau des lignes tarifaires ou des résumés, seraient également introduites.

Considérations d'ordre technique concernant Internet

8. L'efficacité de l'utilisation de la technologie Internet pour les opérations de transfert de données de la BDI et l'analyse de ces données dépendrait du type de connexion du client à Internet et de la vitesse de cette connexion, ainsi que du nombre de clients utilisant en même temps le serveur de la BDI. Si les clients sont de plus en plus nombreux à utiliser le serveur simultanément, celui-ci pourrait devenir moins performant. L'affluence des utilisateurs sur Internet au moment où l'opération est effectuée pourrait également affecter le temps de réponse. Les utilisateurs de la BDI qui disposent d'une connexion lente à Internet pourraient devoir recourir à d'autres solutions comme les copies de fichiers diffusées sur CD-ROM ou le CD-ROM de la BDI pour l'analyse des données de la BDI.

Conclusions

9. Les droits d'accès à la fonction de transfert de fichiers, au CD-ROM de la BDI et à la base de données de diffusion de la BDI seraient fixés conformément à la politique de diffusion convenue par les Membres (voir la section D). Afin de simplifier la gestion des mots de passe, les mêmes droits d'accès et mots de passe seraient utilisés pour la fonction de transfert de fichiers de la BDI et la base de données de diffusion de la BDI. Les informations figurant dans la BDI seraient diffusées suivant les méthodes décrites dans la présente note.

B. APPROBATION PAR LES MEMBRES DES COMMUNICATIONS TRAITÉES

10. Les Membres ont suggéré de prévoir un délai de 60 jours pour permettre au Membre déclarant d'approuver les fichiers traités par le Secrétariat. Pour plus d'efficacité et afin que les Membres disposent en temps utile des informations de la BDI, en attendant que les Membres fassent part de leur approbation, les fichiers traités seraient diffusés au moyen de la fonction de transfert de fichiers via Internet avec un statut "provisoire" signifiant qu'ils pourraient faire l'objet d'une révision. Ces fichiers provisoires seraient distribués à tous les Membres de l'OMC et aussi aux pays ou territoires accédants ayant fourni des communications destinées à la BDI. Tous les fichiers provisoires seraient automatiquement réputés approuvés si le Membre concerné n'a pas présenté de version révisée dans un délai de 60 jours. En outre, en cas de révision de fichiers provisoires, le Secrétariat ajouterait une note dans la fonction de transfert de fichiers via Internet indiquant dans les grandes lignes les modifications effectuées et le degré de changement (modifications mineures/importantes de la nomenclature, des données commerciales, des données tarifaires, etc.). Par ailleurs, les Membres seraient en mesure de transmettre les modifications apportées à leurs fichiers à tout moment une fois que l'approbation formelle aurait été notifiée au Secrétariat.

C. DIFFUSION DES COMMUNICATIONS ORIGINALES

11. Les avis des Membres étaient partagés sur la question de savoir si les communications reçues des Membres définies comme des communications "originales" pouvaient être diffusées avant d'avoir été traitées par le Secrétariat. Quelques Membres ont proposé que les communications originales soient mises à la disposition des Membres qui avaient également présenté des communications, au moyen peut-être de la fonction de transfert de fichiers via Internet, où une "bibliothèque" privée pourrait être créée pour stocker les communications originales. D'autres Membres ont déclaré que le Secrétariat ne devrait pas diffuser les communications sous leur forme originale, c'est-à-dire avant de les avoir traitées. Les communications originales reçues jusqu'à présent de 58 Membres et de trois pays ou territoires accédants contiennent plus de 3 300 fichiers individuels. Ces fichiers originaux sont parfois incomplets ou ont été remplacés ultérieurement par des données révisées. Parfois, la documentation sur support papier fournie avec la communication est nécessaire pour interpréter l'information électronique. En outre, lorsque l'on utilise la fonction de transfert de fichiers via Internet, il faut envoyer les fichiers un à un et donner la description de chacun d'eux. Par conséquent, quel que soit le moyen utilisé (Internet, copies de disquettes, etc.), la transmission des communications originales exigerait un travail administratif important de la part du Secrétariat. Un autre facteur à prendre en considération pour ce qui est de la diffusion des communications originales concerne les renseignements non obligatoires destinés à la BDI contenus dans ces communications. Plusieurs Membres ont déjà informé le Secrétariat qu'ils ne souhaitent pas que ces informations figurent dans la BDI, ce qui empêcherait de transmettre ces communications à d'autres Membres.
12. Eu égard à ces considérations, les communications originales ne seraient pas diffusées en règle générale. Des communications originales pourraient cependant être diffusées par le Secrétariat avec l'autorisation écrite du Membre ayant fourni les données.

D. POLITIQUE DE DIFFUSION

Historique

13. Par sa décision du 10 novembre 1987 (IBDD S34/73, L/6290), le Conseil du GATT a décidé de créer la version initiale de la BDI (sur ordinateur central) et il a établi le Groupe consultatif informel de la BDI auquel des experts de toutes les parties contractantes ont été invités à participer. Le Groupe consultatif informel était chargé de guider le Secrétariat dans la mise sur pied de la BDI et de faire rapport au Conseil du GATT sur la progression des travaux. En ce qui concerne la diffusion des informations, la Décision du Conseil stipulait que toutes les parties contractantes auraient libre accès à la base de données. Toutefois, durant le Cycle d'Uruguay, la plupart des pays n'ont pas adressé régulièrement les communications annuelles destinées à la BDI. Ils ont communiqué les taux de droit de base et les droits offerts ainsi que leurs mises à jour pour les négociations sur l'accès aux marchés. Ces fichiers des négociations commerciales n'ont été échangés entre les parties contractantes qu'avec l'autorisation des pays concernés. Les fichiers de la BDI constitués aux fins des négociations commerciales n'ont été mis à la disposition de l'ensemble des Membres de l'OMC que lorsque la première version du CD-ROM de la BDI a été diffusée en juin 1995. En octobre 1995, le Comité était convenu d'autoriser l'accès des organisations internationales à la BDI pour leur usage interne. L'annexe 1 énumère les organisations internationales et régionales qui ont eu accès aux informations de la BDI par le passé. L'OMC a par ailleurs conclu des accords de coopération officiels avec le FMI et la Banque mondiale (voir le document WT/L/195), qui prévoient l'accès de ces organisations à la BDI. On trouvera aux annexes 2 et 3 des extraits des accords relatifs à la BDI.

Politique actuelle de diffusion

14. La politique actuelle de diffusion consiste à maintenir la pratique suivie par le passé. En juin 1997, le Comité a adopté un document (G/MA/IDB/1/Rev.1) qui énonce les modalités de mise en œuvre et d'exploitation de la BDI. Au sujet de la diffusion de la BDI, il y est dit ce qui suit:

"La BDI contient des informations auxquelles le public a déjà accès - tarifs douaniers publiés dans les listes tarifaires nationales, concessions indiquées dans la liste OMC de concessions et statistiques d'importation fournies par les autorités statistiques nationales. Ces informations sont à la disposition de tous les Membres de l'OMC et des organisations internationales pour leur usage interne. C'est ainsi que le Secrétariat procède actuellement en matière de diffusion de la BDI sur CD-ROM, mais il pourrait s'avérer nécessaire de revoir cette façon de procéder."

Le 2 décembre 1997, le Comité de l'accès aux marchés a décidé de permettre aux pays qui négocient leur accession à l'OMC d'avoir accès à la BDI (G/MA/IDB/1/Rev.1/Add.1), à condition qu'ils aient déjà adressé des communications destinées à la BDI selon les modalités figurant dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1 et en respectant les dates limites convenues.

Types d'informations devant être diffusées

15. Bien que les informations de la BDI puissent être diffusées selon diverses méthodes (voir la section A), il convient de distinguer l'accès aux données au niveau des lignes tarifaires de l'accès à l'actuelle version du CD-ROM de la BDI. Les données au niveau des lignes tarifaires peuvent être analysées de manière plus approfondie à l'aide d'un logiciel pour ordinateur personnel, tandis que le CD-ROM de la BDI permet uniquement de visualiser et d'imprimer les données au niveau des lignes tarifaires et des résumés.

Accès des Membres à la BDI

16. Conformément à la Décision du Conseil du GATT du 10 novembre 1987 (IBDD S34/73, L/6290), aux Décisions du Comité de l'accès aux marchés du 27 juin 1997 (G/MA/IDB/1/Rev.1) et du 2 décembre 1997 (G/MA/IDB/1/Rev.1/Add.1) et à la Décision du Conseil général du 16 juillet 1997 (WT/L/225), tous les Membres de l'OMC, ainsi que les pays ou territoires accédants qui ont fourni des communications destinées à la BDI ont accès à celle-ci.
17. Des Membres ont exprimé leurs préoccupations au sujet du degré d'exécution de l'obligation de notification à la BDI incombant aux Membres et ils ont relevé qu'une assistance technique continuait d'être offerte à tous les Membres pour les aider à s'acquitter de cette obligation. Ils ont reconnu que le manquement était généralement imputable aux ressources limitées dont les délégations et les administrations nationales disposaient pour remplir les nombreuses obligations de notification dans le cadre de l'OMC, ou à une capacité technique limitée.
18. Eu égard à ces considérations, les Membres ont estimé qu'il fallait faire davantage pour encourager les Membres qui n'avaient pas pu présenter des communications destinées à la BDI. En conséquence, ces Membres seraient invités à exposer la nature des difficultés qu'ils rencontraient quand ils devaient présenter des communications destinées à la BDI, pour qu'il soit possible de les aider à surmonter ces difficultés, soit par une assistance technique, soit par d'autres mesures jugées appropriées par les Membres.

19. Étant donné la nécessité d'assurer la participation la plus large possible des Membres à la BDI et le plein respect de la Décision du Conseil général du 16 juillet 1997 (WT/L/225), sur la communication de renseignements pour la BDI, les Membres sont convenus que le Comité de l'accès aux marchés procéderait, avant le 1^{er} juin 2000, à un examen du fonctionnement de la BDI et des activités d'assistance technique liées à la BDI. Si, au moment de l'examen, la participation des Membres à la BDI est très inférieure au niveau de participation actuel, l'accès aux données de la BDI sera temporairement suspendu, jusqu'à ce qu'il y ait à nouveau une participation adéquate, à moins que d'autres mesures jugées appropriées par les Membres ne soient convenues.

Utilisation par les Membres des informations de la BDI

20. Il est entendu que les Membres sont libres d'utiliser et de communiquer leurs propres fichiers traités de la BDI comme ils le souhaitent. Cependant, les fichiers des autres Membres sont réservés à l'usage interne des gouvernements.

Accès du Secrétariat de l'OMC à la BDI et utilisation par celui-ci des informations de la BDI

21. Le Secrétariat de l'OMC aurait libre accès aux fichiers de la BDI pour son usage interne. Les informations de la BDI utilisées dans les publications de l'OMC concernent généralement l'accès aux marchés, les accords régionaux, l'agriculture, les analyses économiques, l'examen des politiques commerciales, etc. Lorsque des informations de la BDI au niveau des lignes tarifaires détaillées doivent être publiées, le consentement des parties concernées sera demandé.

Données devant être diffusées

22. Le Secrétariat communiquerait aux utilisateurs autorisés toute information traitée prête à être diffusée, que la communication correspondante soit ou non entièrement conforme aux prescriptions en matière de notification.

Accès des autres organisations à la BDI

23. Lors des réunions du Comité tenues en mars et en juin 1998, les Membres ont exprimé leurs vues préliminaires au sujet de la diffusion des informations de la BDI aux organisations internationales pour leur usage interne. Ils se sont déclarés favorables à l'établissement d'une liste des organisations qui auraient accès à ces informations. L'annexe 1 énumère les organisations internationales ayant eu accès aux informations de la BDI par le passé. Dans ce contexte, le Secrétariat a fait observer que l'OMC avait contracté des engagements dans le cadre des accords officiels qu'elle avait conclus avec la Banque mondiale et le FMI.
24. En ce qui concerne la définition de "l'usage interne", il était entendu par le passé que ces organisations ne pouvaient en aucun cas communiquer les fichiers détaillés à l'extérieur de leur organisation ni publier d'informations au niveau des lignes tarifaires. Il était cependant entendu qu'elles pouvaient publier certaines données agrégées à condition que l'OMC soit citée comme source des données originales. Il a été suggéré que le niveau de détail maximal des données agrégées pouvant être publiées équivaldrait aux positions à quatre chiffres du SH. À l'avenir, la communication des informations de la BDI aux organisations internationales serait subordonnée à la publication d'une note d'avertissement type en cas d'utilisation des données de la BDI. Cet avertissement type indiquerait que les conclusions ou analyses ont été établies sous la responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement l'opinion de l'OMC.

25. Compte tenu des accords de coopération officiels conclus avec la Banque mondiale et le FMI (voir les annexes 2 et 3), des dispositions spéciales s'appliquent à ces deux institutions. En vertu de l'accord officiel avec la Banque mondiale, celle-ci a accès aux fichiers traités de la BDI au niveau des lignes tarifaires une fois que ces fichiers ont été approuvés par les Membres. Le Secrétariat recommanderait, afin de réduire son propre travail administratif, que la Banque ait accès à la fonction de transfert de fichiers via Internet. En ce qui concerne le FMI, des dispositions similaires pourraient être prises si le Fonds demandait à accéder aux informations de la BDI au niveau des lignes tarifaires. Pour toutes les organisations internationales et autres organisations, l'accès serait accordé conformément aux conditions décrites dans le paragraphe suivant. Si le FMI ou la Banque mondiale a l'intention de publier les données de la BDI, il/elle doit en obtenir préalablement l'autorisation, au même titre que les autres organisations internationales, tel que stipulé au paragraphe 26.
26. Le Comité de l'accès aux marchés doit approuver les demandes d'accès à la BDI présentées par les organisations internationales et autres organisations. Pour obtenir l'accès, toutes les organisations doivent convenir d'informer le Comité de l'accès aux marchés, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC, de leur intention de publier des données agrégées de la BDI (données au niveau des positions à quatre chiffres du SH ou données plus agrégées) ou des analyses établies à partir des données de la BDI, avant la publication. Toutes les organisations doivent aussi convenir de demander l'approbation du Membre concerné pour la publication de toute information plus détaillée que des données au niveau des positions à quatre chiffres du SH. Par ailleurs:
- 1) Les organisations obtiendraient uniquement accès au CD-ROM de la BDI dans sa version actuelle (sans les fonctions d'extraction) pour leur usage interne, étant expressément entendu que les informations fournies par l'OMC sont protégées par le droit d'auteur et que la rediffusion de données au niveau des lignes tarifaires en dehors des services de ces organisations est interdite. L'utilisation ou la publication d'informations, d'analyses ou de conclusions établies à partir des données contenues dans la BDI seraient en outre subordonnées à l'insertion d'un avertissement type tel que celui qui est décrit plus haut.
 - 2) La Banque mondiale continuerait d'avoir accès aux fichiers traités de la BDI au niveau des lignes tarifaires, une fois ceux-ci approuvés par les Membres, et ultérieurement par le biais d'Internet, en vertu de l'accord de coopération officiel conclu entre l'OMC et la Banque, sous réserve des dispositions mentionnées plus haut concernant l'utilisation et la publication des données de la BDI.
 - 3) Le FMI bénéficierait des mêmes dispositions que celles qui s'appliquent à la Banque mondiale s'il demandait à accéder aux informations de la BDI, en vertu de l'accord de coopération officiel conclu entre l'OMC et le FMI, sous réserve des dispositions mentionnées plus haut concernant l'utilisation, la publication et la diffusion des données de la BDI.
 - 4) Les demandes d'accès aux informations de la BDI non visées par les dispositions exposées ci-dessus seraient subordonnées à l'autorisation écrite des Membres concernés.
 - 5) Pour les organisations qui ont eu accès à la BDI par le passé, l'accès serait accordé comme il est indiqué dans le tableau figurant à l'annexe 1.

Diffusion de l'architecture de la base de données de la BDI et du logiciel d'exploitation

27. L'architecture de la base de données de la BDI et le logiciel d'exploitation ne devraient être communiqués aux organisations internationales et/ou organisations commerciales régionales pour leur usage interne que lorsque cela est utile à la BDI et à l'OMC. Lors de discussions préliminaires avec les Membres sur cette question, il a été proposé qu'un tel transfert fasse partie intégrante d'un effort déployé conjointement par les deux organisations pour rassembler et diffuser les données commerciales et tarifaires des pays concernés. Avant qu'une telle coopération soit engagée, la plupart sinon la totalité des Membres de l'Organisation devraient avoir fait parvenir les communications dues à la BDI. Par ailleurs, il faudrait tenir compte de la question du recouvrement des coûts. Il a aussi été signalé qu'au cas où une telle coopération serait engagée, il appartiendrait à chaque Membre de l'OMC d'adresser ses fichiers traités de la BDI au secrétariat de l'organisation régionale. À ce titre, tous les problèmes juridiques et liés au droit d'auteur ou aux droits de propriété intellectuelle relèveraient de la responsabilité du Membre de l'OMC et non du Secrétariat de l'OMC.

E. INFORMATIONS ÉLECTRONIQUES DE SOURCES PUBLIQUES

28. Des Membres ont proposé que les Membres fournissent au Secrétariat les données tarifaires et commerciales électroniques déjà disponibles auprès de sources publiques pour qu'elles soient introduites dans une bibliothèque électronique. Les Membres ont également indiqué que le Secrétariat ne devrait pas entreprendre un travail administratif excessif à cet égard. Le Secrétariat pense que la maintenance de cette bibliothèque pourrait exiger un important travail administratif de sa part. Cependant, plusieurs solutions de remplacement pourraient être envisagées. L'une d'elles consisterait à incorporer à la fonction de transfert de fichiers via Internet ou au site Web de l'OMC accessible au public des liens vers les sites Internet d'organisations aux autres organismes mettant à disposition ce genre d'informations. Une autre solution serait de créer un tableau d'affichage électronique où les Membres et le Secrétariat pourraient insérer des références à des sources publiques d'informations tarifaires et commerciales. Il s'agirait pour cela d'inclure l'adresse Internet ou d'indiquer par quel autre moyen contacter les organisations nationales ou internationales ainsi que les institutions publiques ou privées auprès desquelles les données en question sont disponibles.
29. Pour limiter autant que possible le travail administratif du Secrétariat de l'OMC tout en offrant un moyen d'identifier des sources publiques d'informations tarifaires et commerciales, un tableau d'affichage électronique serait créé à l'OMC où les Membres et le Secrétariat pourraient insérer des références à des sources publiques d'informations tarifaires et commerciales.

Annexe 1

Organisations internationales ayant été autorisées à accéder à la BDI par le passé

Organisation	Accès actuel/Observations	Accès proposé
Fonds monétaire international	Le FMI reçoit le CD-ROM de la BDI. Un accord de coopération officiel (voir l'annexe 2) a été approuvé par le Conseil général puis signé avec le FMI en décembre 1996, qui permet au Fonds de recevoir les fichiers au niveau des lignes tarifaires.	CD-ROM pour usage interne uniquement et accès aux fichiers au niveau des lignes tarifaires pour usage interne uniquement
Banque mondiale	La Banque mondiale reçoit le CD-ROM de la BDI. Un accord de coopération officiel (voir l'annexe 3) a été approuvé par le Conseil général puis signé avec la Banque en avril 1997, qui permet à la Banque de recevoir les fichiers au niveau des lignes tarifaires.	CD-ROM pour usage interne uniquement et accès aux fichiers au niveau des lignes tarifaires pour usage interne uniquement
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Avant le Cycle d'Uruguay, la CNUCED recevait régulièrement des copies des fichiers de l'Étude tarifaire. Pendant les négociations, elle a reçu les fichiers des négociations commerciales des Membres qui avaient officiellement donné leur approbation au Secrétariat.	CD-ROM pour usage interne uniquement
Division de statistique de l'ONU	Le Secrétariat et la Division de statistique de l'ONU ont échangé des fichiers sur les importations pendant de nombreuses années, avec l'approbation des Membres concernés. Les communications destinées à la BDI sur PC n'étaient cependant pas visées par cet échange.	Fichiers sur les importations avec la permission du Membre concerné
Organisation de coopération et de développement économiques	L'OCDE a reçu les fichiers des négociations commerciales des Membres qui avaient officiellement donné leur approbation au Secrétariat. Elle reçoit aussi le CD-ROM de la BDI.	CD-ROM pour usage interne uniquement
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	La FAO reçoit le CD-ROM de la BDI.	CD-ROM pour usage interne uniquement
Banque interaméricaine de développement (BID)	Le CD-ROM de la BDI a été fourni à la BID pour l'aider à évaluer ses besoins analytiques aux fins des négociations dans le contexte de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).	CD-ROM pour usage interne uniquement
Organisation mondiale des douanes	L'OMD a reçu le CD-ROM de la BDI.	CD-ROM pour usage interne uniquement
Autres	Des données agrégées de la BDI qui figurent déjà dans des publications de l'OMC sont parfois fournies sur demande.	Données agrégées provenant de publications de l'OMC uniquement

Annexe 2

Extraits de l'accord de coopération officiel conclu entre l'OMC et le FMI¹

Paragraphe 9

"Aux fins du présent accord, le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions et, à cet effet, conviendront de procédures appropriées en vue d'une collaboration, y compris l'accès aux bases de données et l'échange de vues sur des questions de compétence et de politique.

Commentaire: Cette disposition générale affirme la pratique en matière de collaboration entre les secrétariats des deux institutions. Les détails des contacts entre les secrétariats pourront être arrêtés par le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés pour mettre en œuvre l'Accord (voir plus loin le paragraphe 14 concernant la mise en œuvre).

Les questions qui pourront être examinées sont les conséquences du Cycle d'Uruguay, du point de vue de la balance des paiements, pour les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et d'autres questions intéressant les deux organisations que l'une ou l'autre pourra proposer d'examiner.

Pour ce qui est de l'accès aux bases de données, les services du Fonds mettront à la disposition du Secrétariat de l'OMC, sur demande, les fichiers, sous forme imprimée, informatique ou autre, des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics, Direction of Trade Statistics, étant entendu: a) qu'il s'agit de la documentation du Fonds protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors du Secrétariat de l'OMC est interdite; et b) qu'au moins trois exemplaires de chaque document seront fournis gracieusement. Les services du Fonds mettront également à la disposition du Secrétariat de l'OMC, sur demande, des données antérieures et des projections globales figurant dans les Perspectives de l'économie mondiale. Les demandes additionnelles spécifiques en rapport avec les bases de données des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics et Direction of Trade Statistics seront examinées avec compréhension, de même que les demandes de projections de données pour des pays déterminés devant être utilisées dans les Perspectives de l'économie mondiale et les demandes d'autres statistiques, sous réserve des obligations de confidentialité qui limitent la divulgation des renseignements demandés.

Le Secrétariat de l'OMC donnera aux services du Fonds accès à la Base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC, étant entendu que la documentation fournie est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors des services du Fonds est interdite. En outre, six exemplaires du Rapport annuel de l'OMC sur le commerce international seront fournis gracieusement aux services du Fonds. Le Secrétariat de l'OMC examinera avec compréhension les autres demandes de statistiques émanant des services du Fonds.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément au paragraphe 9 pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu du paragraphe 13."

¹ Le texte figurant sous la rubrique "Commentaire:" fait partie intégrante de l'accord.

Paragraphe 13

"Chaque partie au présent accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.

Commentaire: En vertu de ce paragraphe, chaque institution s'engage à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus de l'autre organisation. En raison des termes généraux utilisés dans le paragraphe, l'obligation concerne l'usage des renseignements à l'intérieur et en dehors de l'institution."

Annexe 3

Extraits de l'accord de coopération officiel conclu entre l'OMC et la Banque mondiale²

Paragraphe 7

"Aux fins du présent accord, le Président de la Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions qui, à cet effet, selon qu'il conviendra, se donneront mutuellement accès à leurs bases de données, entreprendront des activités conjointes de recherche et de coopération technique et échangeront des vues sur les questions de politique.

Commentaire: Cette disposition générale affirme la pratique en matière de collaboration entre les secrétariats des deux institutions. Les détails des contacts entre les secrétariats pourront être arrêtés par le Président de la Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés pour mettre en œuvre l'Accord (voir plus loin le paragraphe 11 concernant la mise en œuvre).

Les questions qui pourront être examinées sont les conséquences du Cycle d'Uruguay pour les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, le rôle du commerce et de la politique commerciale dans l'accélération de la croissance économique en Afrique et d'autres questions d'intérêt commun que l'une ou l'autre des organisations pourra proposer d'examiner.

La Banque mondiale donnera au Secrétariat de l'OMC accès à la Bank Economic and Social Database (BESD), et lui fournira gracieusement trois exemplaires sous la forme appropriée (papier, disquette ou CD-ROM) des Tableaux de la dette internationale, de l'Atlas de la Banque mondiale, des Indicateurs du développement dans le monde, des Trends in Developing Economies et des African Development Indicators. Les services de la Banque mondiale mettront également à la disposition du Secrétariat de l'OMC, sur demande, l'Annexe statistique accompagnant Les perspectives de l'économie mondiale et les pays en développement. Les services de la Banque mondiale examineront avec compréhension les autres demandes de statistiques émanant du Secrétariat de l'OMC. Il est entendu que toute documentation de la Banque mondiale fournie à l'OMC est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors du Secrétariat de l'OMC est interdite.

Le Secrétariat de l'OMC continuera de donner aux services de la Banque mondiale accès à la Base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC, étant entendu que la documentation fournie est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors des services de la Banque mondiale est interdite.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément au paragraphe 7 pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu des paragraphes 9 et 10.

Ce paragraphe prévoit également que les institutions élaboreront des projets conjoints de recherche et d'assistance technique dans les domaines d'intérêt commun."

² Le texte figurant sous la rubrique "Commentaire:" fait partie intégrante de l'accord.

Paragraphe 9

"Sous réserve des limitations qui pourront être nécessaires pour respecter le caractère confidentiel des données, la Banque mondiale et l'OMC prendront des dispositions pour assurer l'échange, au moment opportun, de renseignements, rapports et autres documents d'intérêt mutuel.

Commentaire: Cette disposition prévoit un échange régulier de documentation entre les deux institutions.

L'OMC fournira à la Banque mondiale les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, les comptes rendus des réunions et les rapports des Conseils, Comités ou autres organes, et les rapports des Membres de l'OMC à ces entités. En outre, six exemplaires du Rapport annuel de l'OMC sur le commerce international seront fournis gracieusement aux services de la Banque mondiale. Le Secrétariat de l'OMC examinera avec compréhension les demandes d'autres renseignements, publications et statistiques émanant des services de la Banque mondiale.

La Banque mondiale fournira gracieusement à l'OMC six exemplaires du Rapport sur le développement dans le monde et de la publication Les perspectives de l'économie mondiale et les pays en développement. Les services de la Banque mondiale examineront avec compréhension les autres demandes de renseignements et de publications émanant du Secrétariat de l'OMC.

Dans le cadre de cette disposition il est entendu que, lorsqu'un document-cadre de politique économique est en cours d'élaboration, et dans le contexte des discussions sur ses destinataires, la Banque mondiale suggérera à ses missions de faire savoir au pays concerné que l'OMC souhaite recevoir ce document.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément à ce paragraphe pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu de ce paragraphe et du paragraphe 10."

Paragraphe 10

"Chaque partie au présent accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.

Commentaire: En vertu de ce paragraphe, chaque institution s'engage à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus de l'autre organisation. En raison des termes généraux utilisés dans le paragraphe, il est possible que l'usage des renseignements à l'intérieur et en dehors de l'institution soit soumis à restriction."
